

BERCY PERSISTE ET SIGNE !

En réponse à la lettre ouverte des fédérations syndicales CGT, FDSU, FO, UNSA, CFTC, en date du 20 octobre 2005, Thierry Breton avait indiqué qu'il n'entendait pas recevoir les représentants des personnels avant le 16 décembre prochain dans le cadre d'un Comité Technique Paritaire Ministériel. C'est donc le Secrétaire Général du Ministère qui a été chargé de recevoir les fédérations syndicales du Ministère, ce jour.

Les fédérations syndicales CGT, FDSU, UNSA ont indiqué qu'elles souhaitent entendre les réponses du Ministère sur les revendications exprimées par les personnels.

Les interventions du Secrétaire Général du ministère indiquent clairement que :

- Les réformes et les suppressions pluriannuelles d'emplois seront poursuivies y compris pour les agents non titulaires.
- Il n'y aura pas de véritable processus de négociations sur la redéfinition du contenu des contrats directionnels et sur les conditions de mise en œuvre de la Loi Organique relative aux Lois de Finances.
- Sur l'indispensable augmentation des salaires, Bercy s'en remet à d'éventuelles négociations au niveau Fonction Publique, rejette une revalorisation des régimes indemnitaires versés et se contente d'annoncer une harmonisation de ces derniers sans donner plus de précisions.
- « L'ambition sociale » se limite à la garantie des rémunérations, l'accompagnement indemnitaire de la mobilité géographique et au versement d'un intéressement qualifié par le Secrétaire Général de « véritable avancée sociale ».
- Le plan pluriannuel de requalification des emplois ne sera pas abondé.
- Aucune évolution sur la réforme de la notation ne se fera hors du cadre du décret Fonction Publique.
- Aucun engagement n'est pris sur le maintien des implantations administratives au-delà du moratoire actuellement en cours.
- Enfin, alors que les moyens alloués aux mutuelles des finances devraient être reconduits au titre de l'année 2006, aucune information n'a été délivrée sur l'avenir de la protection sociale complémentaire des fonctionnaires.

Bercy se place donc dans une véritable logique de confrontation et d'affrontement !

Les fédérations syndicales CGT, FDSU, UNSA appellent les personnels du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie à s'inscrire de manière massive dans l'action du mardi 29 novembre prochain.

Seules l'action et l'intervention massives des personnels, inscrites dans la durée, sont susceptibles d'imposer d'autres choix à Bercy !